



Une nouvelle chaire UNESCO en toponymie inclusive

Une équipe internationale, dirigée par l'UNIGE, va travailler sur les questions de nominations des lieux à l'échelle mondiale, en se penchant notamment sur les questions de genre, de visibilité des minorités et de développement durable.

Comment les lieux sont-ils nommés dans le monde? Par qui? Avec quels enjeux politiques, culturels, sociaux, mémoriels? Pour répondre à ces questions, une nouvelle chaire UNESCO en toponymie inclusive voit le jour à l'Université de Genève (UNIGE): «Dénommer le Monde». Les objectifs? Rendre visible cette problématique –qui prend actuellement de plus en plus d'ampleur–, en expliquer les mécanismes, créer un espace de dialogue entre les académiques, la société civile et les opérateurs publics et privés, et inventorier de bonnes pratiques et recommandations en la matière. En effet, de ce qui semble n'être qu'une sous-branche de la linguistique découlent de nombreuses problématiques comme la question du genre, la visibilité des minorités, les langues et savoirs autochtones et le rapport à la colonisation. Durant les quatre prochaines années, l'UNIGE initiera un fonctionnement en Réseaux de partenaires autour de cette chaire, particulièrement avec l'Afrique et l'Europe pour les réseaux académiques, et avec des organisations internationales.

La toponymie classique est l'étude de l'origine des noms de lieux et de leur évolution à travers le temps. «La toponymie permet la reconstitution archéologique du peuplement et du rapport à l'environnement dans le passé, précise Frédéric Giraut, professeur à la Faculté des sciences de la société de l'UNIGE et directeur de la chaire UNESCO en toponymie inclusive. Encore récemment, des archéologues allemands ont découvert un indicateur de lieu en haute Égypte, qui date de 4000 ans AV.-JC !»

Des enjeux de genre et de visibilité des minorités

Toutefois la toponymie n'est pas que la simple explication et utilisation des noms de lieux. Des enjeux importants découlent de l'étude de sa production contemporaine qui détermine la visibilité de certaines mémoires et symboliques dans l'espace public, la signalétique, la cartographie et les adresses. «On parle de toponymie inclusive, car la question du genre, de par la sous-représentation des femmes dans le marquage de l'espace public, est patente, tout comme celle des minorités peut l'être dans le marquage de l'espace en général, que cela soit en Occident ou dans les pays au passé colonial», relève Frédéric Giraut. Les recherches menées par les collaborateurs/trices de la chaire UNESCO vont donc s'axer sur la représentation des différentes mémoires, des cultures, des visions du social et de l'espace en favorisant le débat entre les académiques, la société civile et les opérateurs via l'organisation de forums. «Nous allons également traiter les questions de commémorations et de revendications controversées en analysant les termes des débats, dans leurs dimensions historiques, sociales et éthiques», annonce le chercheur genevois. La chaire va donc s'intéresser aux questions liées aux mémoires collectives et à leurs contradictions éventuelles. Dans quelles conditions le nom est-il consensuel ou conflictuel? Différentes mémoires peuvent-elles être présentes simultanément et comment? Ces questions se retrouvent dans des contextes et à des échelles très différentes, et relèvent du choix et de la reconnaissance des langues et des références historiques, culturelles et politiques.



La Place Nelson Mandela est bien plus connue à Niamey comme le Rond-point Hôpital. Ce nom vernaculaire et fonctionnel est toujours en usage tandis que la plaque officielle s'estompe au soleil.

Illustrations haute définition

contact

Frédéric Giraut

Professeur à la Faculté des Sciences de la Société,
Directeur du Département de Géographie et Environnement,
Responsable de la chaire Unesco en toponymie inclusive:
«Dénommer le Monde»

+41 22 379 83 39
Frederic.Giraut@unige.ch

Toponymie officielle contre toponymie vernaculaire

Autre problématique soulevée par la chaire UNESCO en toponymie inclusive: l'adressage. «Dans les pays dits en développement, principalement, des quartiers entiers de villes sont construits indépendamment d'une autorité officielle, qui tente a posteriori d'organiser ces 'villes informelles' par un système de repérage fondé sur les numérotations de parcelles et de noms de rues», explique Frédéric Giraut. Mais cette logique se heurte à une organisation vernaculaire qui elle, emploie ses propres noms de repères vécus dans la vie de tous les jours, créant des tensions entre les politiques publiques et les habitant-es des quartiers et multipliant les systèmes antagoniques.

De manière plus générale, s'interroger sur les politiques officielles sera l'occasion d'analyser quels noms sont retenus et pourquoi, notamment vis-à-vis de la marchandisation de certains noms de lieux, vendu ou loué, ou du marketing territorial. Il s'agit d'aller de l'observation du processus contemporain de la nomination à l'analyse rétrospective grâce à des sources de nature diverses qui relèvent de la cartographie, des archives, de la presse ou des systèmes d'information géographique.

Le glissement de la toponymie cartographiée du public au privé

Qui dit toponymie, dit cartographie. «Assurée par les autorités étatiques, d'abord militaires puis civiles, la cartographie de détails a vu des acteurs privés, comme le géant Google ou les entreprises de GPS embarqués, s'instaurer comme références majeures pour les utilisateurs», relève Frédéric Giraut. A cela s'ajoute la cartographie participative, qui permet à tout un chacun de contribuer à la cartographie de détail du monde, notamment grâce à OpenStreetMap. Ces différents systèmes d'information géographique constituent autant de cartographies du monde, parfois en contradiction. «L'intérêt de ces cartes 'non-officielles', mais dont les usages sont généralisés, est qu'elles permettent de faire jaillir des quartiers informels, invisibles sur les cartes étatiques, promouvant des toponymies vernaculaires et alternatives», s'enthousiasme le géographe.

Un partenariat international

Pour traiter ces problématiques, un consortium académique sera mobilisé en démarrant par la formalisation d'un réseau existant à deux échelles: mondiale d'une part, en fédérant les spécialistes et leurs équipes situés sur tous les continents ainsi que les Organisations internationales intéressées, et africaine d'autre part, avec le lancement d'un observatoire de la néotoponymie africaine (soit la nomination de nouveaux objets géographiques) qui inclut une plate-forme d'échanges avec les praticien-nes et les expert-es. Le programme de la chaire comportera également la réalisation d'un manuel double édition français et anglais et d'un cours en ligne intitulé "Dénommer le Monde".

Le choix de la candidature de l'UNIGE pour une nouvelle chaire UNESCO a pour but de valider l'affirmation de ce champ émergent, dont les thématiques culturelles, patrimoniales et de développement sont en adéquation avec les thèmes fondateurs de l'organisation internationale. De même, les orientations de la chaire sont en adéquation avec plusieurs des priorités de l'UNESCO, notamment les questions de genre, le partenariat académique et technique Nord-Sud, particulièrement avec l'Afrique, et enfin la prise en compte des aspects culturels, notamment les savoirs autochtones et vernaculaires, dans les initiatives de développement durable.

UNIVERSITÉ DE GENÈVE Service de communication

24 rue du Général-Dufour
CH-1211 Genève 4

Tél. +41 22 379 77 17
media@unige.ch
www.unige.ch